

La validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur en 2013

■ **3 925 personnes ont validé** en 2013 tout ou partie de diplôme au titre de la validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur (universités et Conservatoire national des arts et métiers). Cela représente une baisse de 2,3 % par rapport à 2012.

Les deux tiers des validations ont conduit directement à la délivrance d'un diplôme complet. Cette part a augmenté de 6 points sur un an.

La licence professionnelle est le deuxième diplôme le plus fréquemment obtenu en VAE (35 %) et le diplôme le plus fréquemment délivré par validation totale directe (41 %).

39 % des bénéficiaires de VAE étaient déjà titulaires auparavant d'un diplôme de niveau bac + 2.

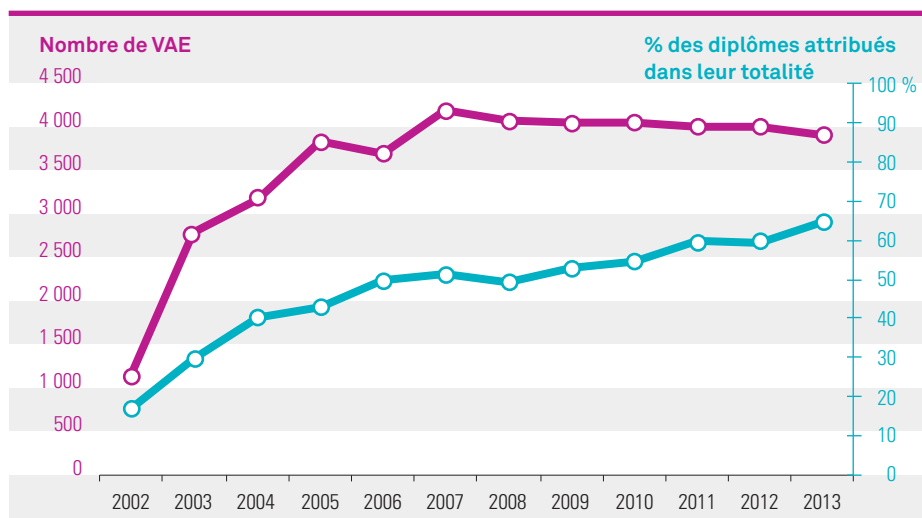
Sandrine Prost-Dambélé, DEPP-A1

■ La validation des acquis de l'expérience (VAE) constitue une voie d'accès aux diplômes. C'est un moyen de reconnaissance officielle des compétences acquises par l'expérience. Créé en 2002, le dispositif de la validation des acquis de l'expérience complète celui de la validation des acquis professionnels (VAP) qui ne permet d'obtenir que des dispenses d'épreuves d'examens, pour partie seulement de la certification visée (voir

encadrés « LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE » et « LES AUTRES DISPOSITIFS DE VALIDATION DES ACQUIS », p. 4).

Dans les universités et au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), 3 925 personnes ont bénéficié, en 2013, d'une validation des acquis de l'expérience pour obtenir tout ou partie de diplôme ou titre de l'enseignement supérieur (FIGURE 1). Ce nombre baisse de 2,3 % par rapport à 2012.

1 – Évolution de la validation des acquis de l'expérience (VAE) de 2002 à 2013



Champ : France métropolitaine + DOM (hors Mayotte) ; toutes les universités + Cnam.

Directrice de la publication : Catherine Moisan
Secrétaire de rédaction : Marc Saillard
Maquettiste : Frédéric Voiret
Impression : DEPP/DVE
ISSN 1286-9392
Département de la valorisation et de l'édition
61-65, rue Dutot – 75732 Paris Cedex 15

Le nombre de candidatures à une VAE baisse également : en 2013, 3 % de demandes en moins ont été déposées (environ 9 500 demandes) et 1 % de demandes en moins ont été déclarées recevables (environ 7 300 demandes). Quant au nombre de demandes examinées par le jury, il reste stable (environ 4 300 demandes).

La part des validations totales directes ne cesse d'augmenter

En premier jury, la validation peut être totale, partielle ou refusée. Une validation totale est accordée dans le cas où le jury estime que les acquis du candidat sont en adéquation avec les attendus de la certification visée. Lorsque le jury estime que les acquis du candidat lui permettent de répondre partiellement aux objectifs de cette certification, il octroie une validation partielle accompagnée de préconisations. Le candidat devra alors passer devant un second jury ou « post-premier jury ». Enfin, la certification n'est pas attribuée si le jury estime que les acquis du candidat ne répondent pas aux objectifs de la certification visée. Depuis la mise en place du dispositif, la part des certifications délivrées totalement en premier jury a quadruplé, passant de 17 % en 2002 à 65 % en 2013 (6 points de plus entre 2012 et 2013 : **FIGURE 1**). Ces validations représentent

la plus grande part des dossiers examinés par les jurys (59 %). En parallèle, près de 5 % des demandes de validation ont été refusées en 2013. Les refus ont sensiblement augmenté pour les demandes de masters (+ 5 points) et de licences (+ 2 points).

Près des deux tiers des candidats sont accompagnés

La demande de validation est une étape difficile à franchir. C'est à partir de la reconnaissance de la difficulté pour le candidat d'établir seul une relation adéquate entre l'expérience et le diplôme que s'est développée la fonction d'accompagnement. Le candidat, s'il en fait la demande, peut être aidé par différents interlocuteurs (un accompagnateur VAE, un expert du diplôme et un expert professionnel) à différentes étapes de la démarche. Dans le cadre d'un premier jury, il peut être aidé à la rédaction du dossier de validation, à la préparation de la mise en situation professionnelle et à la préparation de l'entretien. Il peut également solliciter un accompagnement complémentaire dans le cadre d'un post-premier jury ; autrement dit si le candidat a obtenu une validation partielle. Cet accompagnement peut être téléphonique, notamment pour les personnes qui demandent une VAE pour un diplôme délivré par une université éloignée de leur résidence. Sans que

l'accompagnement soit obligatoire, il est recommandé par l'ensemble des organismes, car il offre des chances supplémentaires au candidat d'aller jusqu'au bout de la démarche et d'obtenir de meilleurs résultats. Au total, en 2013, environ 7 000 personnes ont sollicité un accompagnement (73 %), soit 6 points de plus qu'en 2012.

Master et licence professionnelle, diplômes les plus fréquemment obtenus en VAE

En 2013, les licences sont les diplômes les plus fréquemment obtenus (44 % des bénéficiaires d'une VAE) à tous les âges mais surtout par les moins de 30 ans : 38 % obtiennent une licence professionnelle et 11 % une licence générale (**FIGURE 2**). Le master, deuxième diplôme le plus validé avec 37 % des bénéficiaires de VAE, intéresse principalement les bénéficiaires âgés de 30 à 39 ans (37 %). Les DUT ou équivalents (4 %) concernent plus particulièrement les 30-39 ans et les 50 ans ou plus (5 %). Enfin, les diplômes d'ingénieurs (3 %) sont plutôt obtenus par les bénéficiaires âgés de 30 à 39 ans (4 %).

Parmi les grands champs disciplinaires, les validations portent en premier lieu sur les sciences économiques, la gestion et l'administration économique et sociale (38 %), puis sur les sciences fondamentales appliquées (25 %) et les autres sciences humaines et sociales (23 %) (**FIGURE 3**).

2 – Répartition des bénéficiaires de la VAE selon les diplômes accordés et la structure par âge en 2013 (%)

	Ensemble des bénéficiaires	Moins de 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50 ans et plus
DUT-DEUST-DNTS	4,4	3,4	4,5	4,1	4,9
Licence	8,6	11,3	9,0	8,8	6,9
Licence professionnelle	35,2	38,4	34,6	35,3	35,0
Maîtrise	2,4	2,5	2,5	2,5	2,2
Master	36,6	35,0	37,4	36,0	36,6
Doctorat	0,2	0,0	0,3	0,1	0,4
Diplôme d'ingénieur	3,2	2,0	4,4	2,8	2,2
Autres diplômes et titres inscrits au RNCP	9,4	7,4	7,3	10,4	11,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine + DOM (hors Mayotte) ; toutes les universités + Cnam.

Source : MENESR-DEPP, enquête n° 67.

3 – Répartition des bénéficiaires de la VAE selon les disciplines en 2013 (%)

Droit	5,6
Sciences économiques, gestion, AES	38,4
Lettres	6,3
Autres sciences humaines et sociales	22,7
Sciences fondamentales appliquées	24,5
Staps	2,6
Total	100,0

Champ : France métropolitaine + DOM (hors Mayotte) ; toutes les universités + Cnam.

Source : MENESR-DEPP, enquête n° 67.

DUT et licence professionnelle, diplômes plus fréquemment obtenus en validation totale directe

Si le master est le diplôme le plus délivré en VAE, il n'est pas le diplôme le plus obtenu dans sa totalité en premier jury. En effet, 33 % l'obtiennent directement en totalité (FIGURE 4). C'est la licence professionnelle, diplôme qui vient en deuxième position après le master, qui est le plus délivré dans sa totalité en premier jury (41 %). Entre 2012 et 2013, la part des licences professionnelles en validation totale directe baisse de 4 points. Le DUT est également un diplôme obtenu principalement par validation totale directe (6 %).

Deux bénéficiaires de VAE sur cinq sont déjà titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2

La licence professionnelle est obtenue avant tout par les bénéficiaires titulaires d'un diplôme de niveau III (bac + 2 ou équivalents, 18 % de l'ensemble des VAE) (FIGURE 5). Elle l'est aussi, dans une moindre proportion, par les titulaires d'un diplôme de niveau IV (baccalauréat ou équivalents : 10 %) et de niveau V (CAP/BEP ou équivalents) ou sans diplôme (4 %). Le master est, quant à lui, davantage obtenu par des titulaires d'un diplôme de niveau II (bac + 3 : 17 %) ou III (bac + 2 : 12 %). Enfin, le DUT ou ses équivalents sont plus fréquemment obtenus par des bénéficiaires titulaires ou non d'un baccalauréat.

En 2013, les principaux bénéficiaires de la VAE sont les titulaires d'un diplôme de niveau III. Ils représentent 39 % des bénéficiaires de VAE.

Les cadres, principaux bénéficiaires d'une VAE du supérieur

En 2013, 82 % des bénéficiaires d'un diplôme en tout ou partie travaillent (actifs occupés), 15 % sont à la recherche d'un emploi et 3 % sont en dehors du marché du travail (ni en emploi, ni à la recherche d'un emploi).

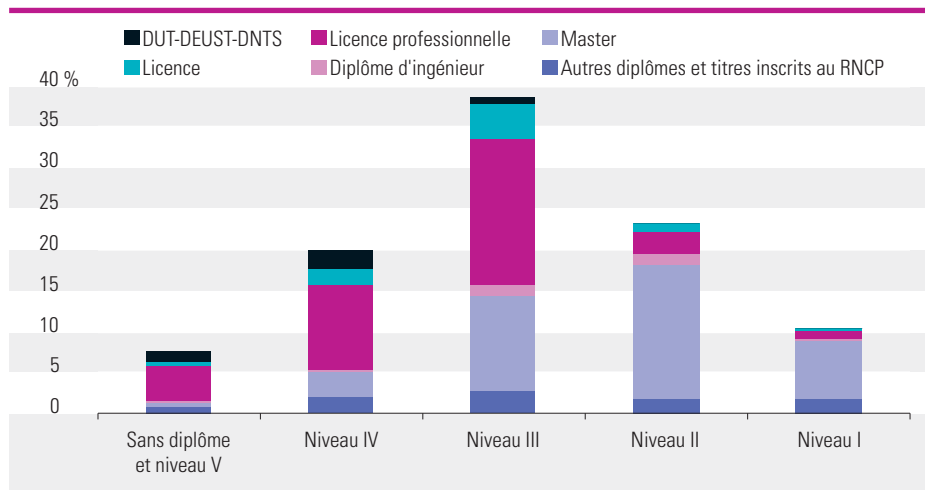
4 – Répartition des bénéficiaires de la VAE selon le diplôme visé en 2013 (%)

	Validations totales directes	Validations partielles
DUT-DEUST-DNTS	5,6	2,0
Licence	9,6	9,6
Licence professionnelle	41,2	24,0
Maîtrise	1,1	3,3
Master	32,8	46,3
Doctorat	0,3	0,1
Diplôme d'ingénieur	2,3	4,1
Autres diplômes et titres inscrits au RNCP	7,1	10,7
Total	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine + DOM (hors Mayotte) ; toutes les universités + Cnam.

Source : MENESR-DEPP, enquête n° 67.

5 – Répartition des bénéficiaires de la VAE selon les diplômes visés et le diplôme le plus élevé possédé en 2013 (%)



Champ : France métropolitaine + DOM (hors Mayotte) ; toutes les universités + Cnam.

Source : MENESR-DEPP, enquête n° 67.

Parmi les personnes actives occupées, les cadres sont les principaux bénéficiaires de la VAE dans l'enseignement supérieur depuis le démarrage du dispositif (46 % en 2013). Un tiers sont issus des professions intermédiaires. Quant aux employés, nonobstant leur poids dans la population, ils ne représentent que 19 % des bénéficiaires de VAE. Enfin, les ouvriers sont extrêmement peu représentés (moins de 1 %). Traditionnellement plus éloignés de la formation que les cadres et les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers utilisent davantage la VAE pour obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire professionnel¹.

Des partenariats conclus principalement avec des organismes privés

En 2013, 173 partenariats ont été conclus. Les partenariats avec des structures privées (71 %) l'emportent très nettement sur ceux conclus avec des structures publiques. Ils représentent 63 % des VAE dites collectives.

1. Voir « Dispositif académique de validation des acquis : le nombre des diplômes délivrés par la VAE en très légère hausse en 2013 », Note d'Information, n° 40, décembre 2014.

Toute entreprise, qu'elle soit privée ou publique, peut mettre en place une démarche collective de VAE dans laquelle l'employeur et ses salariés retirent un certain nombre de bénéfices. Par exemple, pour l'entreprise, valoriser les salariés, développer leur employabilité, accompagner les mobilités, etc. Pour le salarié, maîtrise du poste, possibilité d'évolutions accrues. L'autre intérêt pour le salarié est qu'il bénéficie de plus de soutien dans le choix de la certification mais aussi dans l'accompagnement à l'issue de la recevabilité (financement, accompagnement pendant le temps de travail). Quand elle s'inscrit dans une démarche collective, la VAE reste néanmoins toujours une démarche individuelle et volontaire, menée à l'initiative du salarié.

Le poids de la VAE inégal d'une université à l'autre

En 2013, toutes les universités ont utilisé la VAE pour diplômer des adultes. En moyenne, 47 dossiers ont été examinés par établissement. Les disparités entre universités restent marquées puisque neuf d'entre elles ont examiné moins de dix dossiers, alors que sept en ont examiné plus de cent (FIGURE 6, voir « en savoir plus »). Le nombre de demandes concernées reste néanmoins trop modeste pour que l'on puisse mettre en évidence des politiques propres aux universités. ■

en savoir plus

⊕ « La validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur en 2012 » *Note d'Information*, n° 16, mai 2014.

⊕ « La validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur de 2002 à 2011 », *Note d'Information*, 13.29, décembre 2013.

⊕ Pour accéder aux FIGURES 6 et 7 (données académiques de la VAE et la VAP), voir la rubrique « Télécharger les données : tableaux et graphiques au format Excel ».

www.education.gouv.fr/statistiques
depp.documentation@education.gouv.fr

LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE (VAE)

C'est la loi de modernisation sociale n° 2002-73 du 17 janvier 2002 qui a créé le dispositif de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Droit individuel ouvert à tous, ce nouveau droit à la VAE est inscrit au Code de l'éducation et au Code du travail.

C'est une démarche tout à fait innovante. La loi de juillet 1992 (décret 1993) avait ouvert la voie de la validation des acquis pour l'obtention d'un diplôme en permettant la délivrance d'une partie de celui-ci. La VAE va plus loin. Elle permet par la reconnaissance de l'expérience professionnelle ou non d'obtenir un diplôme ou une certification dans sa totalité et pas seulement une partie de diplôme comme avec le précédent dispositif de 1992.

Le décret du 27 mars 1993 pris en application de la loi postulait en effet que la dispense accordée ne pouvait porter sur la totalité des épreuves ou UV de diplômes. Toute l'expérience peut être prise en compte, qu'elle ait été acquise dans le cadre d'une activité salariée, non salariée ou bénévole, dès lors que l'expérience professionnelle d'au moins trois ans, est en relation avec le diplôme visé. Les textes font de la validation des acquis de l'expérience un nouveau mode d'accès à la certification, sans passer par la formation, au même titre que la formation initiale, la formation continue, l'apprentissage.

L'accès à la certification s'applique à toutes les certifications à visée professionnelle (diplômes,

titres, certificats), qu'elles soient délivrées par l'État, les branches professionnelles ou des organismes privés. Ces certifications font l'objet d'un recensement dans le Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Toutes les demandes sont instruites à l'université par la Cellule d'accueil des adultes en reprise d'études (ou un service analogue) qui a pour mission d'aider les demandeurs à mieux définir leur projet et à les accompagner dans la procédure. Elle est composée d'ingénieurs spécialisés en formation continue et travaille en lien étroit avec les équipes pédagogiques des unités de formation et de recherche (UFR), et avec le service universitaire de l'information et de l'orientation.

L'octroi des validations relève des jurys de validation. Également prescripteurs, ces jurys peuvent accorder des validations partielles, à défaut de la totalité de la certification et se prononcer sur le parcours restant à accomplir par le candidat (rapport, étude, complément d'expérience...) pour obtenir la totalité de la certification.

Ainsi, le parcours vers la validation totale d'un diplôme peut s'étaler parfois sur plusieurs années. Les demandes déclarées recevables ou examinées par le jury en 2013 peuvent avoir été déposées en 2012. Il n'y a donc pas de continuité entre les demandes déposées, recevables et examinées.

LES AUTRES DISPOSITIFS DE VALIDATION DES ACQUIS

La validation des acquis professionnels (VAP)

La VAP, dispositif mis en place par le décret n° 85-906 du 23 août 1985, permet, par l'octroi d'une dispense, la poursuite d'études aux différents niveaux post-baccalauréat pour les candidats qui n'ont pas les titres et diplômes requis pour s'inscrire à une formation.

La dispense est accordée par une commission pédagogique.

En 2013, parmi les 15 600 demandes de VAP examinées par la commission, près de 11 500 ont fait l'objet d'une décision favorable. Ces dernières sont en baisse de 10 % par rapport à 2012 (FIGURE 7, voir « en savoir plus »).

La validation des études supérieures (VES)

La VES, dispositif mis en place par le décret n° 2002-529 du 16 avril 2002, permet, par la reconnaissance des études supérieures

suivies en France ou à l'étranger (université, école, institut, organisme de formation...) dans un domaine en rapport avec le diplôme visé, l'obtention de tout ou partie d'un diplôme de l'enseignement supérieur. L'octroi des validations relève des jurys de validation. Elle s'inscrit dans le cadre de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et vise à faciliter la mobilité entre établissements d'enseignement supérieur sur le territoire national ou la mobilité internationale. Contrairement à la VAP et à la VAE, la VES n'est pas proposée par toutes les universités et quand elle l'est, certaines formations comme le doctorat ou les formations de santé ne sont pas toujours accessibles. Une trentaine d'universités la propose ce qui représente environ 5 000 bénéficiaires. Parmi eux, environ la moitié a obtenu un diplôme complet.

SOURCE

Cette étude repose sur les données fournies par les Services de formation continue des universités et le Cnam dans l'enquête n° 67 de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP).